

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GEOVIVA

Tour Europe 33 Place des Corolles
92400 Courbevoie

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2026/AE/n°118GR
Code AIOT : 0006522004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement GEOVIVA implanté rue Charles Péguy 94190 Villeneuve-Saint-Georges. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOVIVA
- rue Charles Péguy 94190 Villeneuve-Saint-Georges
- Code AIOT : 0006522004
- Régime : Enregistrement

La chaufferie GEOVIVA date de 1986. Elle est située à Villeneuve-Saint-Georges et alimente le réseau de chaleur de Villeneuve-Saint-Georges ainsi que la ville de Valenton. Elle était initialement composée de la centrale de géothermie, d'une unité de cogénération et de trois chaudières.

La chaufferie était initialement soumise à déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 2910-A-2 [DC]. En 2020, un dossier de demande d'enregistrement concernant la rénovation et l'augmentation de la capacité de la centrale thermique a été transmis. Après remplacement des 3 chaudières existantes, la puissance totale de l'installation était de 31,48 MW.

Toutefois, l'exploitant a porté à connaissance à l'inspection en date du 21 juillet 2023 du démantèlement de l'unité de cogénération afin de le remplacer par deux pompes à chaleur. À ce jour, l'installation est composée :

- de la centrale de géothermie ;
- de deux pompes à chaleur ;
- de la chaudière BOSCH G410 de 4 MW fonctionnant au gaz et mise en service en juillet 2022 ;
- de la chaudière BOSCH G810 de 8 MW fonctionnant au gaz et mise en service en juillet 2022 ;
- de la chaudière BOSCH G820 de 8 MW fonctionnant au gaz et mise en service en juillet 2022.

Pour une puissance de chaufferie totale égale à 20 MW.

L'établissement est classé administrativement ICPE sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubrique	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités
2910-A-1 [E]	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW</p>	<p>Une chaufferie de 20 MW consommant exclusivement du gaz naturel : 2 chaudières de 8 MW chacune et une chaudière de 4 MW</p> <p><u>Soit une puissance totale de 20 MW</u></p>

E (Enregistrement)

La réglementation ICPE applicable à l'installation est la suivante :

- Arrêté préfectoral n°2021/00019 du 5 janvier 2021 portant enregistrement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement relatif à l'exploitation d'une chaufferie urbaine située rue Charles Peguy à Villeneuve-Saint-Georges et exploitée par la Société de Chauffage urbain de Villeneuve-Saint-Georges (SCVG) ;
- Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 20 décembre 2018).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention – Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention – Installations électriques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention – Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32, point I	Demande d'action corrective	2 mois
5	Prévention – Consignes	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33, Point I	Demande d'action corrective	1 mois
8	Assurance qualité mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83, point I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention – Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	Sans objet
6	Emissions dans l'air - VLE applicables pour les chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58, point II et article 79	Sans objet
7	Surveillance des émissions – Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76, point I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- réaliser un plan de localisation des risques ;
- procéder à un contrôle complémentaire des installations électriques et corriger les observations relatives au périmètre ICPE du contrôle ;
- procéder au remplacement des batteries AES de son système de détection incendie (SSI) et procéder à un contrôle complémentaire SSI ;

- réaliser le contrôle manuel et automatique de ses exutoires de fumées ;
- procéder à la modification de ses consignes générales de sécurité pour y intégrer l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ainsi que les coordonnées du service d'inspection à contacter en cas d'accident ou d'incident ;
- s'assurer du bon fonctionnement de la baie d'analyse des rejets atmosphériques de ces chaudières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention – Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention – Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a précisé ne pas avoir mis en place de plan de localisation des risques.</p> <p>L'exploitant est à ce jour non conforme à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection, son plan de localisation des risques et doit l'afficher à un emplacement pertinent et accessible à l'ensemble du personnel au sein de la chaufferie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention – Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention – Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ; 3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est dotée d'un poteau incendie DN100 situé à proximité de l'entrée de l'installation.</p> <p>L'inspection a également constaté la présence d'un extincteur à l'intérieur de la chaufferie, près de la sortie principale. Suivant le plan de localisation des risques qui doit être fourni par l'exploitant, il est recommandé à l'exploitant de reconstruire la disposition des extincteurs et leurs caractéristiques en fonction des risques identifiés.</p> <p>Pour information complémentaire, l'exploitant a précisé qu'en cas d'incendie, l'alerte des services d'incendie et de secours est réalisé par le centre d'appel de l'exploitant puisqu'il reçoit les alertes envoyées par le Système de Sécurité Incendie de la chaufferie. Il est cependant possible en horaire ouvré que l'alerte soit directement donnée par le personnel présent sur site puisqu'ils sont dotés de moyens téléphoniques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention – Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention – Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre.

Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent, lors d'un incendie, de gouttes enflammées (classe d0).

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux exigences réglementaires définies au présent article.

Constats :

L'exploitant a transmis son dernier rapport de vérification électrique, n°282U0/IE/25/4697 du 06 octobre 2025, réalisé par SOCOTEC. Le contrôle a été réalisé du 02 juin 2025 au 06 juin 2025. Les normes de contrôle utilisées sont :

- la norme NF 13-100 (poste de livraison d'énergie électrique) ;
- la norme NF 13-200 (installations électriques haute tension) ;
- la norme NF 15-100 (installations électriques basse tension).

La norme NF 14-100 (installations de branchement à basse tension) n'a pas été utilisée pour la réalisation de ce contrôle. Afin de garantir l'exhaustivité du contrôle suivant les normes applicables, il est demandé à l'exploitant de solliciter l'organisme de contrôle afin de confirmer ou non l'applicabilité de la norme NF 14-100 sur les installations électriques de son ICPE et d'en informer l'inspection.

Il est noté dans le rapport la notation suivante "la vérification des cellules haute tension, faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre, s'est limitée à un examen visuel extérieur". Cela concerne l'absence de contrôle de la coupure électrique d'urgence et de l'installation IRVE (Infrastructure de Recharge pour Véhicule Électrique). Il a donc été demandé au cours de l'inspection, à ce que l'exploitant procède dans les plus brefs délais au contrôle complémentaire des installations non vérifiées, particulièrement concernant le contrôle du dispositif de coupure d'urgence. L'exploitant a précisé qu'un contrôle complémentaire sera planifié prochainement.

<p>Le rapport mentionne également 15 observations au périmètre de la géothermie, de la base vie (hors périmètre de ce contrôle) ainsi qu'au niveau du local basse tension / haute tension. Il a été demandé pendant l'inspection à ce que les observations relevant du périmètre ICPE puissent être corrigées.</p> <p>L'exploitant est donc à ce jour non-conforme à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier l'applicabilité ou non de la norme NF 14-100 sur les installations électriques du périmètre ICPE ; - procéder au contrôle complémentaire des installations haute tension à ce jour non vérifiées, en particulier le dispositif de coupure d'urgence ; - procéder à la levée à minima des observations relevant du périmètre ICPE de l'installation puis transmettre le prochain rapport de vérification électrique à l'inspection.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Prévention – Vérification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32, point I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention – Vérification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Règles générales :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son dernier rapport de vérification des extincteurs n°03988290-001 du 09 octobre 2025 réalisé par la société DESAUTEL PROTECTION INCENDIE ; - ses deux derniers rapports de vérification de la centrale de détection gaz réalisé par la société C4E le 05 juin 2025 et le 10 décembre 2025 ; - ses deux derniers rapports de vérification du système de détection incendie (SSI) réalisé par la société C4E le 05 juin 2025 et le 10 décembre 2025.

Le dernier rapport de vérification du SSI mentionne une non-conformité sur le contrôle de l'alimentation AES (Alimentation Électrique de Sécurité), pour autant l'organisme de contrôle souligne l'état fonctionnel du SSI avant et après son intervention. L'exploitant prévoit un remplacement des batteries AES et la réalisation d'un contrôle complémentaire pour s'assurer du bon fonctionnement du SSI. Les autres rapports ne font pas l'objet de remarques particulières par l'inspection.

Il n'a pas été communiqué de rapport de contrôle des exutoires de fumées. L'exploitant a indiqué en cours d'inspection, qu'une commande a été réalisée (bon de commande n°BC2125892) pour une intervention prévue le 02 mars 2026.

Par ailleurs, il n'est pas mentionné dans le registre incendie les contrôles de la centrale de détection gaz ainsi que les dernières vérifications réalisées au niveau des extincteurs.

L'exploitant est donc à ce jour non conforme au point I de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder au remplacement des batteries AES de son SSI, réaliser le contrôle complémentaire et transmettre le rapport associé auprès du service d'inspection. Il devra également transmettre son rapport de contrôle des exutoires de fumées suite à l'intervention prévue le 02 mars 2026.

L'exploitant doit également veiller à la bonne tenue de son registre incendie par les organismes de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention – Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33 Point I

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention – Consignes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du dossier de travaux conforme à l'article 31 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
 - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
 - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
 - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 40 ;
 - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
 - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
 - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
- [...]

Constats :

En date du 20 février, l'exploitant a transmis par mail le document "Consignes générales de sécurité dans les chaufferies et les sous-stations".

Ce document est affiché au sein de la chaufferie.

Dans ces consignes de sécurité, il est mentionné :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation de réaliser un permis de travail ou un permis feu pour les opérations de réparation et d'aménagement pouvant conduire à une augmentation des risques d'incendie ;
- la localisation des vannes d'arrêt d'urgence électrique de la chaufferie ainsi que du réseau gaz ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les numéros du responsable du secteur ainsi que des services d'incendie et de secours ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant précise qu'en raison de l'absence de l'utilisation d'agents chimiques au niveau des chaudières, les procédures relatives à la manipulation et au stockage des agents chimiques ne s'applique pas.

Il n'est pas précisé :

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les coordonnées du service d'inspection à contacter en cas d'accident ou d'incident.

L'exploitant est donc à ce jour non conforme au point I de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection, l'ajout dans son document "Consignes générales de sécurité dans les chaufferies et les sous-stations" les éléments suivants :

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- les coordonnées du service d'inspection à contacter en cas d'accident ou d'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Émissions dans l'air - VLE applicables pour les chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58, point II et article 79
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'air - VLE applicables pour les chaudières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 58 de l'arrêté du 03 août 2018 susvisé</u></p> <p>II. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ; - existantes de puissance thermique nominale totale comprise entre 2 et 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2030 ; - nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. <p>Gaz naturel : NO_x : 100 mg/Nm³ CO : 100 mg/Nm³</p> <p><u>Article 79 de l'arrêté du 03 août 2018 susvisé</u></p> <p>Si une mesure en continu d'un polluant atmosphérique est imposée au titre des dispositions de la présente section, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 57 « une mesure en continu » ou une évaluation en permanence du débit du rejet à l'atmosphère correspondant.</p> <p>Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire sont mesurées en continu. La mesure en continu n'est pas exigée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils de combustion ne faisant l'objet d'aucune mesure en continu ; - pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire lorsque les gaz résiduaire échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions ; - pour les turbines et moteurs, dans ce cas, après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement. <p>Constats :</p>

<p>Il a été vu sur la chaudière G410 les résultats des autosurveillances du mois de janvier et de février 2025 ainsi que les rapports journaliers.</p> <p>Les VLE mentionnées dans les relevées correspondent aux VLEs applicables. Le contrôle est effectué en continu sur les NO_x et CO, la teneur en oxygène, la température ainsi que la pression. Il n'est pas noté de dépassement des VLEs des NO_x et CO.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Surveillance des émissions – Mesures périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76, point I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions – Mesures périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son rapport de mesure périodique n°EN1D2/25/2679 réalisé par la société SOCOTEC entre le 27 octobre 2025 et le 29 octobre 2025.</p> <p>Les mesures ont été réalisées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Le contrôle a été réalisé sur les trois chaudières. Il n'est pas noté d'anomalies concernant la vitesse d'éjection, le débit ainsi que les valeurs des paramètres CO et NO_x.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Assurance qualité mesure en continu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83, point I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité mesure en continu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de mesure en continu « sont exploités en appliquant les dispositions des » normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. « Les exploitants appliquent en</p>

<p>particulier » les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>« Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlées périodiquement par les procédures QAL 3 et AST. »</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation « selon la procédure QAL1 » n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le certificat de conformité QAL 1 de sa baie d'analyse.</p> <p>L'exploitant a également transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport QAL 2 (référence EN1D2_23_895) effectué par la société SOCOTEC entre le 12 avril 2023 et le 21 avril 2023 sur les trois chaudières. Le rapport mentionne l'échec du test de variabilité sur le CO au niveau de la chaudière G810. - le rapport QAL 3 du 07 octobre 2025 ; - le rapport QAL 2 (référence EN1D2/26/334) effectué par la société SOCOTEC entre le 27 octobre 2025 et le 28 octobre 2025 sur la chaudière G820. Les tests de variabilité sont conformes. <p>Le rapport QAL 2 réalisé en 2023 démontrant l'échec du test de variabilité sur le CO au niveau de la chaudière G810, l'exploitant doit justifier de l'intégration dans la baie d'analyse de la nouvelle courbe d'étalonnage. Par ailleurs, l'exploitant doit communiquer l'ensemble des contrôles AST et QAL 3 réalisés depuis 2022.</p> <p>L'inspection s'interroge également sur les raisons de la réalisation du contrôle QAL 2 de 2025 sur le périmètre de la chaudière G820.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier de l'intégration dans la baie d'analyse de la nouvelle courbe d'étalonnage du paramètre CO au niveau de la chaudière G810 suite à l'échec du test de variabilité ; - communiquer l'ensemble des contrôles AST et QAL 3 depuis 2022 ; - justifier de la réalisation du contrôle QAL 2 de 2025 sur le périmètre de la chaudière G820.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>